



## Compte rendu du forum Brésil – Burkina Faso - France « alimentation, eau et biens communs »



### Pourquoi cet événement ?

En 2016 a eu lieu le 1er forum franco-brésilien sur les circuits courts et les systèmes alimentaires territorialisés. Il était organisé dans la commune de Pinheiral, en coordination avec la municipalité et le campus “agricole” de l’Institut Fédéral de Rio de Janeiro. Il a rassemblé plus de 150 personnes.

Parmi les conclusions-clés de ce forum, nous soulignons, avec le recul :

- la présentation auprès des partenaires Brésiliens de concepts désormais courants en France mais à l’époque peu utilisés par ceux-ci : circuits courts, systèmes alimentaires territoriaux, indications géographiques ;

- le constat de deux approches opposées, les systèmes alimentaires locaux étant au Brésil “tirés” par l’action publique (PNAE, PAA, Pronaf) alors qu’en France c’est l’action de la société civile (magasins de producteurs, groupes de consommateurs) qui ont les impacts les plus importants. La déclaration finale soulignait l’opportunité d’un rééquilibrage dans les deux pays.

Au début de l’année 2018, les partenaires brésiliens du premier forum nous ont contacté pour nous faire part de leur souhait de relancer une opération analogue. Ils avaient désormais changé de fonctions et mobilisé leurs institutions à l’intérêt de contribuer à un nouveau forum. Après échange, le sujet “alimentation, eau et biens communs” émergeait, pour une réflexion commune sur le rôle de bonnes pratiques alimentaires en tant que moteur pour la préservation des biens communs, l’eau en particulier.

Une délégation comprenant les principaux partenaires intéressés (comité de bassin du moyen Paraiba, mairie de Volta Redonda, Mouvement des Sans-Terre, EMATER Rio et Rede Ecologica) a été accueillie en France à la fin du mois de septembre, pour à la fois caler le programme définitif de l’événement et rencontrer des partenaires potentiels : commune de Volta Redonda avec la ville de Rennes, comité de bassin du moyen Paraiba avec la collectivité eau du bassin rennais, l’EMATER et le MST avec les organisations de développement agricole, la Rede Ecologica avec le mouvement des AMAPs et l’atelier paysan (association de fabrication de matériels adaptés à l’agroécologie). L’association AMAR a pris en charge le programme de cette visite.

Le Conseil Régional de Bretagne nous a déclaré son intérêt pour intégrer dans la dynamique la Région Centre du Burkina Faso, partenaire de coopération décentralisée privilégié, en particulier pour l’évolution du système alimentaire de Ouagadougou. Des partenaires burkinabé ont donc été contactés, sur le même principe de diversité des profils : un élu représentant la région Centre, son président ; un représentant de la société civile, représentant le mouvement burkinabé pour l’agro-écologie. Afin de fluidifier les échanges, un représentant d’une organisation de solidarité internationale travaillant sur les échanges alimentaires Bretagne-Burkina et le système alimentaire de Ouagadougou a été associé.

Le forum a donc été imaginé avec une double intention :

- d’une part rapprocher les points de vue de trois pays différents sur le sujet traité, afin de mettre en place un socle commun sur le plan des concepts et des pratiques ;
- d’autre part de ménager des espaces de coopération de pair à pair, en vue de faciliter des projets d’échanges.

## **Le contexte**

Le diagnostic qui avait été posé en 2016, soulignant l’intérêt de diversifier les “moteurs” des systèmes alimentaires territoriaux s’est révélé d’actualité :

- au Brésil, la crise politique et financière a conduit à une forte érosion des interventions publiques. Le risque pour les acteurs dépendant de l’action publique était donc vital. Surtout dans l’état de Rio, considéré comme en retard de dynamisme par rapport à d’autres états ayant une antériorité sur l’alimentation locale : São Paulo, Parana, Santa Catarina. Nous avons constaté que les partenaires du premier forum ont tous pris des initiatives pour accroître leur capacité d’intervention tout en réduisant la dépendance vis à vis l’intervention publique : la commune de Pinheiral a ouvert un marché agroécologique et a soutenu un réseau de paniers de producteurs, l’IFRJ a ouvert une formation en agroécologie et mis en place un lieu de distribution de paniers, le MST a ouvert deux magasins de producteurs au centre de Rio et lancé le premier réseau de vente avec vente anticipée (comparable aux AMAPs) de Rio, la rede ecologica s’est implantée dans un quartier périphérique de Rio. Les rencontres organisées

entre Brésiliens et Français portent une part de responsabilité dans ces évolutions, même si d'autres états du Brésil les ont mises en oeuvre avant.

- en France, la timidité des politiques publiques soulignée lors du premier forum s'est en partie dissipée. Les projets alimentaires territoriaux (PAT), encouragés par le Ministère de l'Agriculture, sont devenus un outil largement diffusé dans le monde des collectivités. Le Programme National pour l'Alimentation permet de soutenir des projets concrets, alors que de nombreux territoires se mobilisent à partir de ressources propres. Des objectifs quantitatifs d'approvisionnement des cantines en produits locaux et qualifiés sont fixés après de nombreux allers-retours législatifs, qui culminaient lors du forum 2016. Dans ce cadre, 4 des représentants français lors du forum de Volta Redonda ont travaillé pendant 3 ans pour définir une méthode d'élaboration de stratégie alimentaire territoriale. Les CIVAM de Bretagne, Terralim, Résolis ont porté conjointement le projet ATLASS (action territoriale pour l'alimentation solidaire et soutenable) qui s'est notamment déployée sur l'île de Belle Île en Mer. Le forum s'inscrivait donc aussi dans une perspective de diffusion des réflexions françaises sur les stratégies alimentaires territoriales.

En termes de contexte, il convient aussi de mentionner

- la profonde crise politico-institutionnelle du Brésil qui a produit l'élection d'un candidat ouvertement opposé aux préconisations issues du premier forum,. Certains partenaires de l'organisation, comme le Mouvement des Sans-Terre, avec par exemple une intensification de la criminalisation de certains mouvements sociaux partenaires comme le Mouvement des Sans-Terre. Nous pensons que ce contexte a eu une influence sur la tiédeur des collectivités vis à vis de ce forum ;
- la relégation de la question alimentaire à un rang secondaire des priorités au Brésil, alors qu'en France et au Burkina l'intérêt pour des approches territoriales et systémiques va croissant. Dans le cas brésilien, certaines institutions comme l'EMATER craignent une future paralysie, puisque des financements internationaux, notamment ceux de la Banque Mondiale pour le projet Rio Rural, arrivent à échéance sans perspectives concrètes de relais ;
- le caractère toujours innovant de rassembler pour une réflexion collective les différentes familles qui s'intéressent à l'alimentation : élus, fonctionnaires territoriaux, consommateurs, producteurs, scientifiques. Nous constatons que les cloisonnements mis en évidence lors du premier forum restent prégnants.

## Les chiffres et informations clés

Le forum visait la participation de 80 brésiliens et 12 français et burkinabé. Il prévoyait aussi d'associer pour des sessions spécifiques une centaine de citoyens et d'étudiants.

La fréquentation totale attestée par la signature des feuilles d'émargement (que certains n'ont probablement pas signée) est de 121 participants :

- 108 Brésiliens
- 11 Français
- 2 Burkinabés

En "croisière" il y eu une soixantaine de participants assidus, y compris le dernier jour pour la discussion et l'échange sur la déclaration finale.

Le public étudiant a été peu touché. En effet, la date du forum a été fixée alors que les dates des sessions d'examens n'étaient pas connues, ou ont été négligées par les partenaires brésiliens. Ces

sessions se sont déroulées pendant le forum, pour l'Université Fédérale Fluminense, l'Institut Fédéral de Rio de Janeiro et l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro. Seuls les étudiants de l'association InTecSol de la UFF et quelques thésards ont pu participer aux débats.

Les profils des participants brésiliens sont conformes aux ambitions annoncées : producteurs, citoyens consommateurs engagés, collectivités, monde l'économie sociale et solidaire, organismes de conseil agricole, organismes engagés dans la protection des eaux et des biens communs.

Le profil des participants est présenté ci-dessous.

Gilles Maréchal	Gérant de Terralim, chercheur associé CNRS
Imène Djaroud	Administratrice d'AMAR, association d'échanges Bretagne-Brésil, ingénieur hydrogéologue (traduction)
Livia Caremel	Ingénieure dans un atelier de technologie de transformation des aliments tourné vers les petites / moyennes entreprises, intégré à un centre de formation agricole
Ludovic Fauvel	Apiculteur, administrateur des CIVAM de Bretagne
Henri Rouillé d'Orfeuil	Administrateur de Résolis, ex-coordonateur de l'année internationale des agriculture familiales, porteur des livrets 100 initiatives d'alimentation responsable et durable
Frédéric Wallet	Chercheur INRA SAD, économiste des systèmes alimentaires territorialisés
Hervé Le Gal	Association Ingalañ, chargé du programme Tinga Neere au Burkina Faso
Guillaume Février	Directeur du CPIE de Belle Île en Mer, coordinateur du projet de stratégie alimentaire de Belle Île, réseau agricole des îles de l'Atlantique
Anne Cécile Verger	Chargée de mission agriculture et protection des eaux de Coeur Emeraude, association de préfiguration d'un parc naturel régional autour de la Rance
Vincent Jannot	Directeur de Terre de Liens association pour l'accès à la terre par des baux à long terme
France Drugmant	Chargée de mission "systèmes alimentaires" à la fédération nationale des parcs naturels régionaux
Ali Tapsoba	Association Terre à Vie du Burkina Faso, collectif citoyen pour l'agro-écologie
Eric Tiemtoré	Président de la région Centre, président de l'association des régions du Burkina Faso

Il convient d'y ajouter partiellement le directeur et le vice-président à l'international de la Collectivité Eau du Bassin Rennais qui sont intervenus par visioconférence.

Nous insistons sur le fait qu'un échange très intense s'est construit au sein du groupe français, en plus des relations multinationales. Sa composition variée a été l'un des gages de la viabilité de ce forum, qui associait des organisations a priori disparates. En particulier, le rôle de l'association AMAR a été fondamental pour mobiliser des locuteurs lusophones et permettre des conversations avec les partenaires brésiliens, en plus de l'appui sur un réseau d'organisation sur place.

## Le déroulement

Nous rappelons ici le programme prévisionnel. Il a été suivi avec une quasi-ponctualité presque miraculeuse dans le contexte brésilien. Les ateliers du 29 novembre ont été en partie regroupés pour tenir compte des différentiels d'inscription. Ainsi l'atelier "eau" a largement recruté, au contraire de l'atelier "démocratie alimentaire et santé".

### 27 novembre

Pré-programme pour les délégations étrangères : visites de fermes organisées par le MST et EMATER. En parallèle, formation sur les systèmes alimentaires territoriaux de 15 conseillers d'EMATER sélectionnés par la direction de l'état de Rio.

### 28 novembre

#### 13h : Inscriptions

15h : Ouverture officielle Mairie de Volta Redonda, Université Fédérale Fluminense, Comité de bassin du moyen Paraíba,, EMATER Rio, MST Rio, Régions du Burkina Faso, Terralim

16h : Film présentant le projet « terre de sources » de la collectivité eau du bassin rennais

#### 16h15 : Conférence inaugurale : les biens communs

*La notion de biens communs est de plus en plus utilisée. Mais concrètement qu'est-ce qu'un bien commun ? Pourquoi l'alimentation a-t-elle de l'influence sur leur qualité et leur disponibilité ?*

- Prof Igor Simoni Homem de Carvalho - UFRRJ (Brésil)
- Sérgio Ricardo, Movimento Baia Viva (Brasil) : A Água como bem comum

#### 17h : Conférence inaugurale : les systèmes alimentaires

*L'alimentation d'un territoire avec des milliers d'habitants, ce n'est pas seulement la somme de comportements individuels. C'est un système organisé, plus ou moins bien, qui est défini par une multitude d'acteurs en interaction : producteurs, consommateurs, transformateurs, commerçants, élus, éducateurs,...*

- Henri Rouillé d'Orfeuil - RESOLIS (France)

### 29 novembre

#### 9h : Table ronde I : les chaînes alimentaires internationales / locales

*Un système alimentaire local a des règles et des modes de fonctionnement très différents de ceux du système alimentaire mondialisé. Comment peut-il s'organiser ? Qui y contribue ? Pour quels bénéfices ? Avec quelles difficultés ?*

- Frédéric Wallet - INRA : les systèmes alimentaires territorialisés et les chaînes mondialisées
- Moacir Darolt - IAPAR : le système alimentaire de Curitiba
- Guillaume Février - CPIE de Belle Île en Mer : le projet ATLASS - Belle Île en Mer vers l'autonomie alimentaire
- Arimathea Oliveira comité de bacia Medio Paraíba : production et commercialisation en agro-écologie dans le val du Paraíba
- France Drugmant - fédération nationale des parcs naturels régionaux : les parcs naturels régionaux vers des systèmes alimentaires territorialisés
- Mary Stela Bischof / Emater Parana : valorisation des fromages du Parana - retour d'expérience

#### 10h : Table ronde II: souveraineté alimentaire

*La notion de souveraineté alimentaire postule que tous les peuples possèdent le droit de décider de l'organisation du système alimentaire qui leur convient. Elle est souvent évoquée à l'échelle de chaque pays. Comment ce concept peut-il s'appliquer à l'échelle locale ? Comment articuler les*

### *décisions locales et nationales ?*

- Ali Tapsoba - collectif citoyen pour l'agro-écologie du Burkina Faso : les voies de la souveraineté alimentaire au Burkina Faso
- Luiz Camargo - Instituto ATA : la biodiversité et les aliments des biotopes brésiliens
- Mariella Uzeda- Embrapa Agrobiologia : biodiversité, services écosystémiques et sécurité alimentaire
- Hervé Le Gal - association - Ingalan : filière d'export solidaire entre le Burkina et la France
- Marcelo Ruiz de Souza – MST Rio : les voies de la souveraineté alimentaire au Brésil
- Miriam Langenbach - Rede ecologica : développement des groupes de consommation responsable dans la périphérie de Rio

### 11h : Table ronde III : préservation des biens communs

*Préserver les biens communs, ce n'est pas seulement une philosophie. C'est aussi un ensemble de pratiques, plus ou moins efficaces, plus ou moins durables, qui sont portées par des acteurs différents.*

- Eric Tiemtoré - président de l'association des régions du Burkina Faso : le rôle d'une collectivité régionale pour la préservation des biens communs par l'alimentation
- Paulo Marcio Mundim Emater Rio : présentation du projet Rio Rural
- Vincent Jannot - Terre de liens : la terre, bien commun pour une alimentation saine
- Mariana Portilho - ASPTA : le projet "produtos da gente..." / alliances de la société civile
- Amanda Matheus - MST Rio : l'accès à la terre et à l'alimentation au Brésil

### 12h: Déjeuner

### 14h : Ateliers d'échange simultanés

#### Les ressources hydriques

*L'eau est le reflet des pratiques agricoles. Sa qualité peut être menacée par les engrais ou les pesticides. L'agriculture est le plus grand utilisateur d'eau, par l'irrigation. Comment organiser notre système alimentaire pour garantir une eau de qualité suffisante pour tous, au moindre coût économique et social ?*

#### La terre et les sols

*La terre nourrit l'humanité toute entière. A ce titre, des mouvements sociaux, au Brésil, au Burkina Faso, en France, proposent de la considérer comme un bien commun, à partager aujourd'hui tout en la préservant pour les générations futures. Un enjeu qui concerne la société toute entière et pas seulement les agriculteurs.*

#### La biodiversité

*Les interactions entre nos façons de nous alimenter et la biodiversité sont multiples. Avec le changement climatique, les avantages d'une biodiversité cultivée adaptées aux conditions locales sont plus décisifs que jamais. La biodiversité sauvage peut aussi être un allié pour nourrir tous les hommes et être renforcées par des pratiques agricoles de qualité.*

#### Les cultures alimentaires et les indications géographiques

*Les cultures alimentaires locales sont le fruit de siècles d'histoire. Ce que je mange, comment, quand, avec est partie intégrante de ma façon de voir le monde. Les indications géographiques ont pour but de protéger des produits, des modes de production et de transformation révélateurs d'identités profondes.*

#### La lutte contre le gaspillage:

*On estime que dans le monde plus d'un tiers de l'alimentation potentiellement disponible est gaspillée. Avec des effets néfastes sur l'environnement immédiat et sur le climat. Comment réduire les gaspillages ? Tous les acteurs de la chaîne alimentaire ont leur rôle à jouer.*

La démocratie alimentaire et la santé

*Nos façons de nous alimenter ne dépendent pas seulement de notre culture individuelle. L'épidémie d'obésité touche avant tout les catégories les plus pauvres. La démocratie alimentaire, qui permet à chacun d'exprimer ses choix, est un levier pour plus de justice sociale.*

Les circuits courts dans le Médio Paraiba

*Echange entre les acteurs des circuits courts et des systèmes alimentaire locaux à Volta Redonda et dans le Médio Paraiba.*

Du Brésil au Burkina

*Atelier de travail pour préfigurer une prochaine rencontre au Burkina Faso en 2019.*

18h30 Présentation de livres et cocktail de confraternisation

Présentation du livre "Abastecimento Alimentar: Redes Alternativas e Mercados Institucionais" (coord. Julian Perez, avec un article de Moacir Darolt et Gilles Maréchal), présentation de productions récentes "transitions agricoles et alimentaires" (H. Rouillé d'Orfeuil), « et si on mangeait local » et « territoires en transitions - construire des partenariats pour des connaissances et des pratiques innovantes » (F. Wallet), « paisagens agrícolas multifuncionais : intensificação ecológica e segurança alimentar » (M. Uzêda). Chaque auteur avait apporté quelques exemplaires de son travail qui "se sont arrachés".

### **30 novembre**

9h : Présentation des conclusions des ateliers

10h30 : Echange sur la déclaration finale

12h : Déjeuner

13h30h : conclusion, adoption de la déclaration finale, suite au Burkina Faso en 2019

### **1er décembre**

visite à Rio du magasin de vente des produits agroécologiques du MST "armazem do campo"

Une séance d'évaluation à chaud a eu lieu le 30 novembre au soir. Elle a souligné:

- la qualité des échanges et l'assiduité des participants brésiliens ;
- l'intensité des échanges en binômes, au sein du groupe français, avec les représentants des autres pays ;
- la sensation de faire oeuvre utile dans le contexte que vit le Brésil en cette fin d'année 2018 ;
- le choc que représente la confrontation à la réalité brésilienne pour certains participants.

Une évaluation écrite est en cours, notamment pour identifier les projets bilatéraux mis en chantier.

## **Les productions et conséquences directes**

Il convient de souligner que le premier forum a "laissé des traces". Ainsi, les termes de "circuits courts" et de "systèmes alimentaires territoriaux" ont été spontanément utilisés par les conseillers d'EMATER suivant la formation dispensée par Gilles Maréchal avec l'appui d'Ângela Braun, étudiante brésilienne ayant fait un master à Agrocampus Rennes sous sa direction, et Flaviano Souza, conseiller d'EMATER ayant effectué un stage en Bretagne. Au cours des autres débats, ces termes sont aussi fréquemment revenus.

Le forum a directement produit les éléments suivants:

- **15 diaporamas** sur les thèmes du forum, présentés lors des conférences inaugurales ou lors des tables rondes ;
- une **vidéo de 10 minutes** sous-titrée grâce aux bons soins de l'ambassade de France, présentant l'expérience de Terre de Sources. Elle a été projetée à 2 reprises : lors de la

- plénière inaugurale et lors de l'atelier "ressources hydriques" ;
- une page Facebook qui a assuré la retransmission en direct des débats ;
- un **groupe d'échange** entre les organisateurs sur WhatsApp, qui continue à fonctionner ;
- l'ensemble des documents produits disponibles sur un **espace partagé**, en vue d'une réappropriation ;
- une **déclaration commune** sur les systèmes alimentaires territorialisés ;
- **deux motions**, sur la mise en oeuvre du Plan National d'Agroécologie au Brésil et sur le soutien aux mouvements sociaux.

Vincent Jannot, qui a prolongé son séjour, a fait une intervention à la "feira Cicero Guedes", fête annuelle inscrite au patrimoine immatériel de la ville de Rio, où les producteurs agroécologiques du MST viennent présenter leurs produits et leur travail aux citoyens. Suite à l'abandon d'un soutien public promis par l'INCRA, les participants ont contribué volontairement au déplacement des producteurs vers Rio.

Gilles Maréchal a poursuivi son séjour par des visites dans le nord de l'état de Rio. Il a visité les travaux menés dans le cadre de Rio Rural par EMATER dans la commune d'Italva, et les sites de 2 chantiers de jeunes de l'association AMAR. Le chantier mené en 2018 dans la commune de Campos de Goytacazes consistait en un atelier de production de pulpe d'ananas et d'autres fruits par un groupe de jeunes du MST. Un reportage détaillant les différentes étapes de leur processus est disponible sur YouTube. Il a par ailleurs été contacté par l'équipe de transition du futur gouverneur de l'état de Rio de Janeiro pour échanger sur une possible coopération franco-brésilienne sur les procédures de développement rural, incluant la poursuite de Rio Rural. Accompagné par un technicien d'EMATER bon connaisseur de ces questions, il a pu constater la compétence et l'engagement des futurs responsables qu'il a rencontré en faveur de l'agro-écologie, avec prise en compte de tous les acteurs y compris le Mouvement des Sans-Terre.

A l'instar du premier forum, un rapprochement conceptuel a été opéré entre les acteurs de diverses nationalités sur les "biens communs" et l'importance de l'alimentation pour leur préservation. L'eau semble être le vecteur privilégié d'une action concrète, notamment par la promotion de l'agroécologie dont la viabilité économique dépend des opportunités de marché que peut ouvrir un système alimentaire local.

Les partenaires burkinabés ont également pu s'imprégner du cadrage et des conditions logistiques de l'organisation d'un tel forum.

## Les perspectives

Sur proposition du Président de la Région Centre du Burkina Faso, également Président de l'association des Régions du Burkina Faso, le principe d'un forum inspiré de celui de Volta Redonda a été retenu. Il aura lieu à Ouagadougou en novembre 2019. Il s'appuiera notamment sur les travaux menés par Régions de France au sein de Cités et Gouvernements Locaux Unis, qui dispose d'un groupe de travail consacré aux systèmes alimentaires. Régions de France a été la première associations de collectivités à affirmer son engagement "pour des systèmes alimentaires territorialisés". Il est souhaité que des partenaires brésiliens viennent enrichir les débats en 2019. Cette opportunité de coopération triangulaire a suscité l'enthousiasme des participants. Il s'inscrit aussi dans l'actualité de la région Bretagne qui vient de se voir confirmer le soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères pour le lancement d'un réseau régional multi-acteurs. Ce forum, qui rassemble collectivités, entreprises, associations et scientifiques serait une occasion de donner à ce réseau naissant, grâce à une opération concrète. L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne a d'ores et déjà fait part de son intérêt pour soutenir l'événement. Contactée pour appuyer financièrement le forum au



Brésil, elle a jugé le projet intéressant mais hors délai administratifs pour l'instruction d'un tel dossier qu'elle considère innovant. Elle a par contre formellement notifié son soutien probable, sous réserve de stabilité du contexte, pour un prochain forum au Burkina. Côté Burkina, l'Ambassade de France et la FAO ont été contactées et informées de ce projet.

Quatre sollicitations ont été adressées pour l'organisation d'un futur forum au Brésil en 2020, y compris par des organisations "qui comptent" au niveau brésilien:

- ESALQ, l'école agronomique de l'université de São Paulo, à Piracicaba ;
- IAPAR, l'institut de recherche agronomique du Parana, à Londrina ;
- Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro, à Seropédica (RJ) ;
- comité de bassin du moyen Paraíba, en lien avec la mairie de Resende (RJ) où se trouve un important réservoir d'eau pour l'état de Rio.

De nombreux contacts, dont le recensement est encore en cours ont été établis de façon bilatérale. Il est impossible de les citer tous, mais nous pouvons illustrer les projets issus des contacts.

- projet porté auprès de l'Agence Française de Développement par la Fédération des Parcs Naturels Régionaux. La fédération avait été sollicitée pour le montage de projets de développement rural durable avec des partenaires latino-américains. De son côté, EMATER voit les crédits accordés par la Banque Mondiale pour le projet Rio Rural arriver à échéance. Elle disposera du soutien du nouveau gouvernement élu de l'état de Rio de Janeiro pour poursuivre les travaux. Mais l'engagement concerne les frais de personnel, et EMATER est à la recherche de ressources lui permettant d'intervenir concrètement sur le terrain. Nous avons pu vérifier sur place que Rio Rural donne de bons résultats, à condition que les équipes soient formées et mobilisées, ce qui n'est pas le cas partout. Dans tous les cas, l'approche parcs et l'approche développée par Rio Rural sont très voisines en termes de développement rural intégré, de promotion de l'agroécologie et de soutiens aux marchés alimentaires territoriaux. Les actions réussies de Rio Rural ont l'intérêt d'être très transversales avec une forte dimension sociale et culturelle, alors que les parcs naturels régionaux ont l'avantage d'offrir un espace institué d'action permanente, au contraire de Rio Rural.
- partenariat proposé entre le comité de bassin du moyen Paraíba et la collectivité eau du bassin rennais, notamment pour un projet pilote de protection de la qualité des eaux par des marchés réservés aux agriculteurs dont les pratiques sont vertueuses.
- partenariats sur les mobilisations citoyennes en faveur de l'accès à la terre, Terre de Liens souhaitant inviter une délégation du MST à son Assemblée Générale 2019. Un partenariat est également en construction entre les acteurs de la société civile brésilienne, l'association bretonne Ingalan et le collectif citoyen pour l'agroécologie du Burkina pour l'expression internationale en faveur de l'agroécologie et la mobilisation contre les OGM.
- aboutissement d'un ouvrage sur "100 initiatives d'alimentation responsable et durable au Brésil". La présentation de l'ouvrage était attendue par Résolis lors du forum, mais l'institut Kairos, responsable de la publication, ne l'a pas finalisé. La base de données recensant 100 initiatives existe mais la mise en forme requiert des moyens qui n'ont pas été trouvés pour l'instant. Un recensement équivalent sera lancé au Burkina, avec l'appui de Régions de France, pour être présenté lors du forum 2019.
- échanges d'étudiants en stage ou formation. Livia Caremel a été chargée par son établissement, le groupe Saint Exupéry, de trouver des lieux de stages internationaux puisque des formations sur la conduite de projets internationaux ont été récemment lancées. L'IFRJ de Pinheiral s'est déclaré prêt à recevoir des étudiants, français et burkinabés, en assurant le

logement et l'alimentation, sous réserve de réciprocité. D'autres contacts, avec la UFF et l'UFRRJ, ont également été établis.

- au sein du groupe français, participation à un système d'alerte vers les autorités brésiliennes pour protéger les personnes ou communautés menacées pour des conflits ruraux.
- chantier de jeunes porté par l'association AMAR en 2019 dans un assentamento du MST - Projet de Développement Durable à Macaé.
- projet avec la Rede Ecologica pour le lancement d'une unité de fabrication d'instruments agricoles adaptés aux fermes agroécologiques, en lien avec l'atelier paysan en France.
- échange avec le MST pour le programme de formation sur les systèmes alimentaires territoriaux dans son futur centre de formation de Macaé.
- implication des CIVAM et du CPIE de Belle île en Mer pour l'accueil de délégations brésiliennes ou burkinabés s'intéressant aux stratégies alimentaires territoriales.
- syntonisation des travaux sur les systèmes alimentaires territoriaux entre la chargée de mission "alimentation" de la Fédération Nationale des Parcs Naturels Régionaux et la responsable de la dimension alimentaire pour le futur parc de la Rance.
- mise en relation de chercheurs pour des projets internationaux, dans le cadre de projets CAPES-COFECUB, sur l'agroécologie et les systèmes alimentaires territoriaux. A court terme, candidature de Moacir Darolt d'IAPAR pour une bourse de recherche de 6 mois auprès de la chaire des Amériques de Rennes, pour un travail sur agroécologie et systèmes alimentaires, en lien avec la laboratoire ESO (CNRS) et l'INRA.